

Conseil exécutif Levée des mesures
sanitaires à fin septembre? page 7

Football Pietro Di Nardo prépare
sa reconversion page 19



LE JOURNAL

DEPUIS 1863

DU JURA

Vendredi 18 juin 2021
www.journaldujura.ch

No 139 CHF 3.80
J.A. - CH-2501 Bienne 1

Retrouvez
le Journal du Jura sur



9771424962007 50024

Une Suisse pas assez solidaire et unie

Football Le directeur des équipes nationales, Pier-Luigi Tami, revient sur la mauvaise prestation de la Suisse mercredi à l'Euro face à l'Italie. «On n'a pas

démontré les vertus qui doivent être celles d'une grande équipe: la solidarité, l'identification, la joie de jouer et le respect», lance-t-il. Par ailleurs, gros

plans sur le Turc Burak Yilmaz, qui affrontera la sélection helvétique dimanche, et sur Angleterre - Ecosse, notamment. pages 15, 16 et 17

La neutralité helvétique dans le viseur



Yann Staffelbach

Bienne Micheline Calmy-Rey s'est rendue hier à l'aula de la BFB, afin de dédicacer son dernier livre «Pour une neutralité active». L'ex-présidente décrit une position engagée, et loin du mythe du repli sur soi. Elle estime, par ailleurs, que l'Union européenne comporte de nombreuses similitudes avec la Suisse, par son côté morcelé et son pouvoir central relativement faible. Elle développe ainsi la thèse d'une Europe neutre. page 3



Bienne Un abécédaire sur un poster

La firme Ma'loulou vient de publier une affiche pour familiariser les enfants et les écoliers à l'écriture. Plutôt décoratif, l'objet possède également une fonction pédagogique. page 6

Aline Ledergerber

Saint-Imier Transports publics au menu du législatif

Le Conseil de ville imérien a validé, hier soir, la création d'un parlement des jeunes et accepté de prolonger la phase test d'un réseau de transports publics incluant Villeret. Un crédit de 274 000 fr. en vue de la desserte à Saint-Imier et Villeret a passé la rampe. page 7



Sébastien Goetschmann

La Suze De l'importance de l'alevinage

Dorian Voiblet a réalisé son travail de fin de scolarité sur le rempoissonnement de la Suze et récolté la somme de 630 francs, remis à la société des pêcheurs de Saint-Imier et environs. page 9



Micheline Calmy-Rey s'est prêtée au jeu de la dédicace, hier à Bienne. Dans son dernier ouvrage, traduit de l'allemand au français, l'ancienne présidente offre un éclairage sur la neutralité helvétique.

Neutre, pas pleutre

BIENNE Micheline Calmy-Rey a choisi la cité seelandaise pour présenter son dernier livre, intitulé «Pour une neutralité active». L'ancienne présidente propose un éclairage engagé de la stratégie politique helvétique.

PAR MAEVA PLEINES PHOTO YANN STAFFELBACH

Souriante et à l'écoute, il n'est pas difficile de se figurer la cheffe du département des Affaires étrangères de 2003 à 2011 et présidente de la Confédération en 2007 et 2011 réconcilier des hauts dirigeants de nations en conflit. «Micheline Calmy-Rey, la retraite elle ne connaît pas», a présenté la directrice du Forum du bilinguisme, qui organisait la séance de dédicace, hier à Bienne. La socialiste présentait son dernier ouvrage, «Pour une neutralité active», traduit de l'allemand et préfacé par François Hollande. Une publication qui nourrira le débat public, inspirée par la confusion et les critiques régulièrement générées par le concept de neutralité.

Micheline Calmy-Rey, vous parlez du principe que la neutralité helvétique est souvent mal comprise. Quelles idées fausses s'en fait-on?

Cet instrument de politique étrangère fait l'unanimité dans le pays, mais chacun l'interprète à sa manière. Certains y voient une forme de repli, voire de pleuterie. Aujourd'hui on pratique plutôt une neutralité active, investie

d'une mission de promotion de la paix.

Il faut aussi voir que la notion a évolué au fil du temps. Le droit de neutralité a été reconnu en 1907 par le traité de neutralité de La Haye. On parlait alors de guerres entre deux Etats. Mais aujourd'hui, les conflits sont beaucoup plus complexes, entre alliances et rapports de force, sans oublier les cyberconflits. Il faut également s'adapter aux défis interdépendances et des risques globaux, en se reposant sur le droit international. Il ne s'agit donc pas de rester silencieux derrière nos montagnes, mais de faire valoir ces règles acceptées par tous.

Est-ce qu'aujourd'hui la Suisse remplit son rôle de pacificateur?

Tout dépend des activités menées par le DFAE. Mais chaque fois que les tensions sont fortes dans le monde, on se rend en Suisse. On l'a encore vu mercredi, lors du sommet entre Biden et Poutine. Le choix de Genève est une reconnaissance de notre neutralité crédible. Il n'aurait pas été possible d'organiser cette rencontre dans un pays membre de l'Union européenne ou de l'OTAN. La Suisse

constitue un terrain favorable, grâce à sa démocratie confirmée, et car elle n'est pas assez puissante pour faire peur.



Dans mon livre, je développe la thèse d'une Union européenne neutre."

MICHELINE CALMY-REY
AUTRICE
DE «POUR UNE NEUTRALITÉ ACTIVE»

Son positionnement stratégique consiste à représenter les intérêts étrangers et à mettre son territoire à disposition – c'est-à-dire, pas seulement une jolie villa, mais un véritable investissement en termes de sécurité et de logistique, comme ce fut le cas à Genève.

D'un autre côté, les exportations d'armes en Suisse ont connu une croissance record de 24% en 2020, par rapport à 2019. N'y a-t-il pas une contradiction avec la neutralité?

quelques fois, nous sommes un peu hypocrites. Par exemple, lorsque nous avons collaboré à l'élaboration d'un pacte

sur les migrations aux Etats-Unis, que la Suisse n'a ensuite pas signé. Ou lors du traité sur l'interdiction des armes nucléaires. L'accord est né suite à une initiative helvétique, mais le pays n'y adhère pas. Bref, il y a toujours matière à débattre en politique étrangère. Et cette discussion constante est positive.

Vous avez inclus le débat au sein même de vos pages, avec les interventions de deux personnalités opposées: l'altermondialiste Jean Ziegler et l'entrepreneur UDC Roger Köppel?

Il s'agissait justement de montrer différents positionnements. Pour Jean Ziegler, la neutralité est un impératif moral, c'est-à-dire que toutes les activités de politiques étrangères devraient se référer à ce principe de non-utilisation de la force et de promotion de la paix. Roger Köppel plaide plutôt pour une distance vis-à-vis des organisations supranationales.

Concrètement, nous nous retrouvons souvent face à des dilemmes difficiles à trancher. Pour moi, la ligne de conduite consiste à assumer une cohérence, de façon à rester crédible.

Je me rappelle, par exemple, l'époque où nous étions médiateurs entre l'Iran et les membres permanents du Conseil de sécurité. A un moment donné, nous avons adopté les sanctions de l'Union européenne. Dès lors, les Iraniens ne nous ont plus acceptés comme instance neutre. Adopter ces sanctions n'était, pourtant, pas contraire au droit de la neutralité. Mais cela renvoie malgré tout un parti pris.

La version francophone de votre livre est également préfacée par François Hollande. Pourquoi ce choix?

Comme moi, c'est un praticien, pas un théoricien. Je le connaissais déjà et il était impossible de solliciter quelqu'un en fonction de la perspective de l'union européenne. Cela permet une discussion en France. Je me réjouis d'ailleurs d'un débat, prévu cet automne.

Estimez-vous que l'Union européenne a de quoi s'inspirer de la neutralité suisse?

Dans le livre, je développe justement la thèse de la neutralité européenne. La France a tendance à percevoir cela comme

une forme de lâcheté, ce qui est faux. François Hollande a, par exemple, compris que l'on voulait faire de l'UE une ONG, que l'on critiquait son fonctionnement. Pourtant, on peut trouver de nombreuses similitudes entre l'Union européenne et la Suisse. Les deux étaient, à l'origine, divisées sur les objectifs de politique étrangère et le positionnement géostratégique. Le pouvoir central est relativement faible par rapport aux Etats membres. Tout cela rappelle les origines de la neutralité.

Est-ce que d'autres pays pourraient concurrencer le positionnement neutre de la Suisse?

L'Ukraine aurait un intérêt stratégique, puisqu'elle est aussi entourée de voisins puissants. Mais il ne s'agit pas de concurrence. Pour eux, il s'agit surtout de survie. Quant à la Confédération, elle a intérêt à se rapprocher des petits pays. Avec de telles alliances, elle pourra essayer de faire valoir ses intérêts, alors que les grandes puissances ont de plus en plus tendance à discuter entre elles de la marche du monde. Chaque pays doit travailler pour se faire entendre.